

Selon un récent sondage, 70 % des Polonais se prononcent contre un projet de loi qui prévoit d'interdire *de facto* l'avortement.

Ce [sondage](#) réalisé par l'institut IBRIS sur commande de l'influent journal de droite libérale « *Rzeczpospolita* » montre que 70 % des personnes interrogées se disent contre l'interdiction de l'avortement en cas de malformation grave du fœtus. 17 % soutiennent cette proposition et 13 % n'ont pas d'opinion ou ne souhaitent pas l'exprimer. La mesure divise jusque dans les rangs du parti au pouvoir, le Droit et Justice (PiS), 42% seulement de ses sympathisants se prononçant en faveur.

Cet état de l'opinion public explique-t-il le peu d'empressement du PiS de procéder à l'adoption du projet de loi ? Le *statu quo* actuel suscite l'impatience dans les milieux cléricaux (le clergé et les associations « pro-vie ») qui attendent aujourd'hui la récompense de leur soutien à l'élection du PiS en 2015.

Rappelons que la loi actuelle permet une interruption volontaire de grossesse dans trois cas seulement : si la grossesse met en danger la vie de la femme enceinte, si elle résulte d'un acte criminel et si le fœtus est atteint d'une grave malformation. La très grande majorité des IVG pratiqués en Pologne étant lié à ce dernier cas de figure, la nouvelle législation reviendrait à supprimer *de facto* le droit à l'avortement.

[Les Hongrois sont libéraux sur l'euthanasie et l'IVG](#)